
PREFECTURE DE LA CORREZE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA REGLEMENTATION

BUREAU

REF. :

AFFAIRE SUIVIE PAR :

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

LE PREFET DE LA CORREZE,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la demande présentée par l'entreprise Terminal Bois Nord 19,

VU les résultats de l'enquête publique qui a eu lieu du 26 mars 1996 au 26 avril 1996 et notamment l'avis du commissaire enquêteur,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

.../...

VU les avis des conseils municipaux et services administratifs consultés dans le cadre de la procédure,

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée,

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du

CONSIDERANT que cette installation relève des rubriques 1150.3.b, 1520.1, 2410, 2415,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'entreprise Terminal Bois Nord 19 est autorisée, aux conditions énoncées aux articles suivants, à exercer en Zone artisanale du Bois sur la commune d'EGLETONS les activités suivantes :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime A (autor.) ou D (déclar.)
Atelier où l'on travaille le bois à l'aide de machines actionnées par des moteurs	puissance installée 240 kW	2410 (ex 81B)	A
Installation de mise en oeuvre de produits de préservation du bois	72 000 l de produit dilué dans les cuves 850 l de produit concentré	2415 (ex. 81 quater 1)	A
Stockage d'acide arsénique	974 kg d'As ₂ O ₅	1150.3b	A
Dépôts de bois	550 t	1520.1	A

TITRE I - AMENAGEMENT

ARTICLE 2 : L'établissement sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

ARTICLE 3 : Les réserves de produits de traitement seront entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux devront être clos, et la clé confiée à un agent responsable. Ils devront être pourvus d'un système de ventilation naturelle ou forcée. La nature du dépôt sera indiquée de façon apparente sur ses accès. Les produits seront stockés sur un sol étanche formant cuvette de rétention.

ARTICLE 4 : Toute citerne, cuve, récipient, stockage de produits doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression du fluide.

ARTICLE 5 : Les voies donnant accès à l'établissement devront avoir une largeur minimale de 3 m 50.

ARTICLE 6 : La livraison du conteneur de produit de traitement sera effectuée sur une aire formant rétention étanche et apte à prévenir toute pollution accidentelle lors du déchargement du conteneur.

ARTICLE 7 : Les traitements de préservation du bois seront effectués dans un bâtiment affecté exclusivement à cette activité à l'exclusion de tout usinage ou travail mécanique du bois.

ARTICLE 8 : Les réservoirs et installations de traitement devront être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme.

TITRE II - EXPLOITATION

ARTICLE 9 : Le bon état de l'ensemble des installations (cuves, autoclaves et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier et au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 10 : Des procédures ou des règles internes seront mises en place afin d'éviter tout transfert d'arsenic entre le bâtiment de traitement et les autres locaux ; en particulier par des chiffons, vêtements, gants et chaussures.

ARTICLE 11 : A l'occasion de toute opération de dépotage, le personnel devra exercer une surveillance permanente lors de cette opération et s'assurera préalablement du volume libre effectivement disponible dans le réservoir.

ARTICLE 12 : Le règlement de voirie locale devra être respecté.

ARTICLE 13 : L'exploitant doit tenir un registre sur lequel est porté pour chaque produit :

- la date de livraison et la quantité livrée,
- la date de sortie et la quantité prélevée,
- la quantité totale en stock.

Ce registre sera tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 14 : Le traitement du bois ne devra être confié qu'à des personnes instruites des dangers que comporte cette activité tant pour elle-même que pour le milieu extérieur. Ces personnes devront assurer une surveillance permanente afin de pouvoir déceler toute fuite ou débordement des appareils servant cette opération.

ARTICLE 15 : Pendant les périodes de non-activité de l'entreprise, les installations de mise en oeuvre bénéficieront des sécurités nécessaires à pallier tout incident ou accident éventuel.

ARTICLE 16 : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels. Le sol de l'atelier de traitement sera ainsi étanche.

TITRE III - PREVENTION DES NUISANCES

BRUIT

ARTICLE 17

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié par l'arrêté du 1er mars 1993, relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leurs sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 18 :

Le niveau limite de bruit admissible en limite de propriété est fixé à :

le jour	65
En période intermédiaire (6 à 7 heures, 20 à 22 heures ainsi que les dimanches et jours fériés)	60
la nuit	55

L'émergence liée au bruit émis par les installations restera inférieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf les dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A.

ARTICLE 19 : L'inspecteur des installations classées pourra, en tant que de besoin, faire effectuer aux frais de l'exploitant des campagnes de mesures acoustiques réalisées par un organisme agréé ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 20 : Un dispositif de disconnection sera installé afin d'empêcher un retour des eaux industrielles éventuellement polluées vers le réseau public d'eau potable ainsi que vers le réseau intérieur de l'usine. Ce dispositif devra être vérifié annuellement par un organisme compétent.

ARTICLE 21 : Les autoclaves, les réservoirs de produits et leurs annexes (conduites, vannes) seront associés à une capacité de rétention. Par ailleurs, l'installation est soumise à la réglementation en vigueur pour les appareils à pression.

ARTICLE 22 : Tous les traitements des bois doivent être effectués sur des aires étanches formant capacités de rétentions, construites de façon à permettre la collecte des eaux souillées et des égouttures.

ARTICLE 23 : Les bois traités seront stockés sur une aire étanche construite de façon à permettre la collecte des égouttures. Les bois traités resteront sur cette aire pendant toute la phase de fixation du produit de traitement. Cette aire sera située à l'intérieur du bâtiment où s'effectue le traitement des bois.

ARTICLE 24 : Les eaux souillées et les égouttures provenant des zones de traitement, d'égouttage, de fixation et de transport seront récupérées pour être soit recyclées en fabrication, soit éliminées dans un centre agréé. En aucun cas, elles ne seront rejetées dans le milieu naturel.

ARTICLE 25 : Les abords immédiats de l'atelier seront surélevés et étanchéifiés sur une hauteur de 0,2 m. Le sol de cet atelier formera en totalité une rétention étanche.

ARTICLE 26 : Les volumes d'eau consommée devront être mesurés ou relevés tous les mois. Les résultats devront être consignés dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 27 : Des analyses d'échantillons de sol et d'eau prélevés à proximité des installations pourront être réalisées à la demande de l'inspection des installations classées. Ces analyses seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 28 : En cas de pollution, l'exploitant devra procéder à ses frais à la remise en état du site, de telle manière que ne se manifestent plus les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 29 : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour supprimer les émissions de fumées, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites (art. 1er de la loi 76.663 du 19 juillet 1976).

ARTICLE 30 : Les installations de combustion devront être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

DECHETS

ARTICLE 31 : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets par :

- une limitation à la source de la quantité
- un tri, une valorisation des sous-produits.

ARTICLE 32 : Les déchets produits par l'entreprise seront collectés de manière séparative. Ainsi les déchets recyclables tels que papiers, cartons, bois, ferrailles, matières plastiques seront collectés et remis dans la mesure du possible, à des entreprises susceptibles de les recycler ou de les revaloriser.

Les déchets résultant de l'abandon des emballages d'un produit seront éliminés dans les conditions du décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages, c'est-à-dire :

- soit cédés par contrat à l'exploitant d'une installation agréée au titre du décret susvisé,
- soit cédés par contrat à un intermédiaire assurant une activité régie par l'article 8 du décret susvisé.

ARTICLE 33 : Les déchets assimilables aux ordures ménagères seront éliminés dans une installation autorisée. Les piles usagées ne seront pas mélangées aux ordures ménagères, elles seront éliminées selon une filière adaptée.

ARTICLE 34 : L'exploitant devra être en mesure de justifier l'élimination des déchets. Il tiendra à disposition de la DRIRE leur caractérisation et leur quantification ainsi que leur mode d'élimination.

ARTICLE 35 : Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 36 : Tous les déchets de bois (sciures, copeaux, écorces...) seront récupérés et valorisés. Ils ne pourront en aucun cas être mis en décharge.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

INCENDIE

ARTICLE 37 : L'exploitant établira en collaboration avec les services de secours concernés un plan d'intervention en cas d'incendie. Ce plan devra définir les moyens d'intervention à mettre en place pour faire face efficacement à un sinistre et les modalités pratiques de formation du personnel qui sera chargé de les mettre en oeuvre. La remise de ce plan interviendra dans un délai de six mois à partir de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 38 : L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant sur la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (Journal Officiel - N.C. du 30 avril 1980). L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 39 : L'atelier de mise en oeuvre sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, tels que : postes d'eau, réserves d'eau, seaux, pompes, extincteurs... Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Il sera, pendant la période de froid, efficacement protégé contre le gel.

ARTICLE 40 : L'interdiction de fumer, d'apporter du feu ou d'engendrer des points chauds doit être affichée en gros caractères très apparents dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie.

ARTICLE 41 : Tout chauffage à feu nu ou par un procédé présentant des risques d'inflammation équivalents est interdit. Le chauffage de liquide inflammable ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) ; la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

ARTICLE 42 : Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant, ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

ARTICLE 43 : Le stockage de bois sera limité à 100 m³ par piles. Des allées seront aménagées entre les piles de telle sorte que les véhicules de secours puissent circuler et manoeuvrer facilement dans les allées quadrillant le stock.

ARTICLE 44 : Le stockage sera défendu soit par un poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m du risque et assurant un débit d'eau de 17 l/s sous un bar de pression.

ARTICLE 45 : Le personnel devra avoir à sa disposition à proximité des déchets de bois, un lot de matériel d'extinction à eau d'un débit suffisant pour faire face à un début d'incendie.

TITRE V : PRESCRIPTIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 46 : L'étude de dangers jointe au dossier de demande devra être réactualisée tous les dix ans.

ARTICLE 47 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Devront être déclarés en particulier :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée, de gaz irritants, toxiques ou odorants,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, de la teneur en polluants des fumées mettant en évidence un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Arrêté d'autorisation d'exploitation de
l'Entreprise Terminal Bois Nord 19

ARTICLE 48 : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux Archives de la Mairie d'EGLETONS à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché durant un mois aux portes de ladite mairie. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Un avis sera inséré par les soins de M. le PREFET et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 49 : Le destinataire d'une décision administrative qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours administratif. Cette démarche ne prolonge pas le délai du recours contentieux de deux mois.

ARTICLE 50 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé :

- au pétitionnaire,
- à M. le Maire d'EGLETONS,
- à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin,
- à M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées à BRIVE.

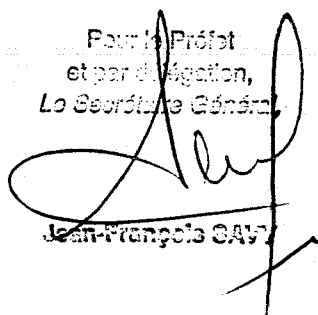
Fait à TULLE, le 11 JUL. 1996

LE PREFET DE LA CORREZE,

Pour ampliation
et par délégation,
L'Attaché de Préfecture,

Claire HABAUZIT

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-François SAVY